

EXPOSE DE MONSIEUR SIMONET SUR LA SITUATION  
ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE DESTINE AU CONGRES  
DE LA CONFEDERATION EUROPEENNE DES SYNDICATS

---

Florence le 25 novembre 1975

EXPOSE DE MONSIEUR SIMONET SUR LA SITUATION ECONOMIQUE DE LA COMMUNAUTE  
DESTINE AU CONGRES DE LA CONFEDERATION EUROPEENNE DES SYNDICATS

---

Etat de crise

La crise que traverse la Communauté a pris des proportions alarmantes à de multiples égards.

En termes d'emploi d'abord. Pour la Communauté prise dans son ensemble, le nombre de chômeurs en septembre a dépassé les 5 millions, si l'on fait abstraction des variations saisonnières. Comme toujours, en période de récession grave, le chômage frappe durement les plus faibles, les travailleurs jeunes ou âgés, ainsi que les travailleurs manuels et sans qualification. Pour la Communauté dans son ensemble, 1,5 million de chômeurs ont moins de 25 ans.

Sans doute les pertes de revenus des travailleurs mis en chômage ont-elles été partiellement compensées par des allocations sociales. Mais celles-ci varient considérablement dans le temps et dans l'espace. Ainsi pour la première année de chômage, les allocations vont de 60% du salaire en Belgique et au Luxembourg jusqu'à 90% notamment en France et en Allemagne. Mais ces montants sont généralement réduits à l'expiration de la première année d'indemnisation. Plus de la moitié des chômeurs enregistrés ont déjà atteint cette période limite pour l'indemnisation maximale et les autres l'atteindront dans les prochains mois.

Dans le même temps, de nombreuses entreprises se trouvent en difficulté. La production industrielle de la Communauté au cours du troisième trimestre est tombée en dessous de son niveau de 1972, marquant un recul de 10% environ par rapport à son niveau d'un an auparavant. Ce fléchissement s'est accompagné d'une augmentation considérable des fermetures d'entreprises et du nombre de faillites. Celles-ci ont augmenté de 50% au Royaume-Uni du premier semestre 1974 au premier semestre de 1975, de 30% en Allemagne, de 35% au Luxembourg, de 20% en Belgique et en France.

.../...

Dans le même temps, la capacité de production continue de s'améliorer, grâce notamment à la mise en oeuvre d'innovations techniques et à la réalisation d'investissement de rationalisation, de sorte que le taux d'utilisation des capacités techniques dans l'industrie est considérablement réduit. Ainsi, dans la sidérurgie de la Communauté, le taux d'utilisation des capacités techniques est tombé à quelque 55%, avec un taux de 40% en Belgique. Dans cette industrie, le taux maximum d'utilisation se situe entre 85 et 90% en période de prospérité.

Cette réduction de l'activité économique tient surtout à la contraction des stocks, ainsi qu'à la faiblesse de l'exportation et de l'investissement; certains marchés extérieurs se sont rétrécis, dans les pays industrialisés également touchés par la crise et dans les pays en voie de développement dont le pouvoir d'achat a été affecté par la hausse des prix du pétrole et par la baisse des cours mondiaux des matières premières.

Du côté des investissements, les programmes ont été réduits tant en construction de bâtiments qu'en équipement d'extension. La formation brute de capital fixe, en volume, est en diminution dans tous les pays membres. Le plus fort recul est observé en Italie. Suivant les enquêtes C.E.E. effectuées en mars/avril auprès des chefs d'entreprises, même les dépenses d'investissement (donc en valeur) projetées en 1975 dans l'industrie manufacturière seraient en diminution dans plusieurs pays membres, en Belgique de 14% et en Allemagne de 1%.

Mais la demande de consommation des ménages, elle non plus, n'a pas été très dynamique. Suivant les plus récents calculs des services de la Commission, les dépenses de consommation par tête en 1975 n'auraient pas augmenté, en termes réels, par rapport à l'année précédente, traduisant ainsi une stagnation du niveau de vie des populations. Ce niveau de vie aurait même diminué au Royaume-Uni et surtout en Italie et en Irlande, soit dans les trois pays membres ayant enregistré des dépréciations de leur monnaie.

.../...

Cette contraction de la demande intérieure a évidemment contribué au rétablissement de l'équilibre extérieur. En effet, les déficits extérieurs ont pu être réduits grâce surtout à la diminution des achats à l'étranger.

En revanche, les tendances inflationnistes sont restées excessives dans la plupart des pays membres, continuant de compromettre le rétablissement des conditions de croissance harmonieuse à moyen terme.

Sans doute les tendances inflationnistes se sont-elles modérées dans tous les Etats membres sous l'effet des politiques anti-inflationnistes, de la baisse des prix mondiaux et de la faiblesse de la demande. Mais les succès ont été variables d'un pays à l'autre. Les progrès les plus évidents ont été enregistrés notamment au Danemark, dans la République fédérale d'Allemagne, en Italie et tout récemment en Irlande. En moyenne annuelle toutefois, la hausse des prix à la consommation pour l'ensemble de la Communauté, évaluée à 12<sup>1</sup>/<sub>2</sub>% environ en 1975 par rapport à l'année précédente, ne se sera guère modérée. C'est l'enchérissement des denrées alimentaires et les nombreuses majorations de tarifs dans les secteurs publics, tertiaire et énergétique qui ont limité le ralentissement de la hausse des prix.

En outre, l'écart des taux d'inflation entre la République fédérale d'Allemagne d'un part (6% environ en 1975), l'Irlande et la Royaume-Uni d'autre part (22-23% environ), se sera encore élargi en 1975 par rapport à 1974. Cette disparité d'évolution constitue évidemment un grave sujet de préoccupation pour les autorités européennes et un facteur d'incertitude pour l'avenir en Europe.

#### Signes d'amélioration

Il n'est cependant pas exclu que la Communauté ait atteint à l'automne le point le plus bas de la récession.

Les tendances se sont en effet redressées dans certains pays tiers et dans certains secteurs à l'intérieur de la Communauté.

A l'extérieur de la Communauté, il faut surtout retenir le redressement de l'activité aux Etats-Unis. Au troisième trimestre, la croissance du produit national brut aurait été de 11,2% sur base annuelle. Le mouvement

.../...

de reprise conjoncturelle paraît donc s'être accéléré, bien qu'il soit toujours porté par un nombre limité de secteurs de l'économie américaine. Néanmoins, en septembre, on a observé non seulement une augmentation de la production comme en août, mais aussi une nouvelle augmentation de l'emploi salarié. Le taux de chômage serait tombé de 9,2% en mai à 8,6% en octobre. C'est surtout le ralentissement du mouvement de liquidation des stocks qui est à l'origine du dynamisme de l'économie américaine. Mais les dépenses des ménages et, dans une moindre mesure, la construction d'habitations ont poursuivi leur expansion. Si la production de biens d'équipement a également progressé, les experts américains continuent de penser que les programmes d'investissement resteront déprimés aussi longtemps que les capacités d'offre seront largement excédentaires par rapport à la demande. En outre, les autorités continuent de craindre une résurgence de l'inflation, tant au niveau des prix de gros qu'au niveau des prix de détail. La forte demande mondiale de blé américain ne reste pas sans effet sur les prix intérieurs des produits alimentaires. La politique monétaire pourrait alors être amenée à suivre une ligne moins expansive et moins laxiste.

Au Japon aussi, le redressement est relativement rapide; la production industrielle de ce pays a en effet progressé, depuis le printemps, au rythme de 15% l'an. Comme, dans le même temps, la demande en provenance des pays de l'O.P.E.P. reste en vive expansion, il y a tout lieu de croire que le rythme des ventes de la Communauté à l'étranger est actuellement en voie de raffermissement. Les indications les plus récentes sur les chiffres d'exportation traduisent en effet une évolution plus favorable dans quelques pays membres, notamment en Italie et en Allemagne. L'industrie automobile en particulier a enregistré des progrès marquants. Pour le mois de septembre 1975, les exportations totales de voitures au départ des pays membres ont dépassé de près de 10% leur chiffre de septembre 1974. Toutefois, pour l'ensemble des neuf premiers mois de 1975, le recul est toujours de 12%.

En fait, le commerce mondial qui a marqué une diminution en volume de quelque 5% de 1974 à 1975, est sans doute de nouveau en expansion et celle-ci devrait permettre de rattraper le recul de 1975 au cours des 10 ou 12 prochains mois.

.../...

A l'intérieur de la Communauté, des signes d'amélioration sont également perceptibles. Je signalerai en premier lieu l'augmentation conjoncturelle des importations qui a été observée tout récemment en France et en Allemagne et qui pourrait traduire une réorientation de la politique des entreprises en matière de gestion des stocks. Ceux-ci ont été réduits à un strict minimum et doivent maintenant être, sinon reconstitués, du moins réalimentés.

Autre signe de reprise que vous connaissez certainement, la demande de voitures particulières et commerciales est à nouveau en expansion. Sur les marchés intérieurs également, l'industrie automobile semble appelée à jouer un rôle de leader conjoncturel. En septembre, les immatriculations de voitures neuves en Allemagne ont dépassé de 40% leur niveau de septembre 1974. La croissance a été de 5% en France. La production de voitures dans la Communauté, en septembre 1975, a été 12% plus élevée qu'en septembre 1974. De même, dans l'industrie de la construction, l'activité a marqué des progrès en septembre sous l'impulsion des programmes de travaux publics et de logements sociaux mis en chantier. Le mouvement est particulièrement sensible en Allemagne, où l'indice de la production industrielle de septembre a marqué une avance conjoncturelle de 2%, qui est essentiellement imputable à l'industrie de la construction.

Ces signes de reprise sont cependant restés jusqu'à présent assez localisés; ne touchant que l'un ou l'autre secteur, dans un nombre restreint de pays de la Communauté. Il n'y a pas de vague, ni de raz de marée qui entraînent toute la conjoncture communautaire vers le haut. Ainsi, en dépit des améliorations de l'activité dans la construction automobile et dans le bâtiment, les entrées de commandes dans l'industrie sidérurgique de la Communauté restent trop faibles, et le resteront jusqu'à la fin de l'année, pour engendrer une reprise de la production d'acier.

En résumé, on peut dire que la situation économique de la Communauté a cessé de se détériorer et est même en voie d'amélioration sous l'impulsion de trois facteurs principaux :

- la meilleure tenue de la demande extérieure,
- une attitude plus positive des entreprises en matière de stocks,
- les effets des politiques expansionnistes sur la demande intérieure.

.../...

La reprise sera lente en 1975 et s'accélénera quelque peu au début de 1976

Mais la question est de savoir si ces facteurs, localisés et momentanés, seront relayés par des éléments plus fondamentaux que seraient la reprise de la consommation privée et le redressement de la propension à investir.

A cet égard, de nombreux facteurs d'incertitude persistent.

La confiance des ménages et des entrepreneurs ne paraît nullement restaurée: les ménages continuent de constituer de fortes épargnes de précaution, face à la précarité de l'avenir, tant au point de vue des prix qu'au point de vue de l'emploi.

Depuis quelques années, la Commission effectue trois enquêtes par an auprès des consommateurs; avec l'aide d'instituts nationaux, quelque 40.000 ménages sont interrogés sur leurs intentions d'achat. Une enquête de ce type a été effectuée en mai. Suivant les résultats de cette enquête, la propension aux achats s'était rétablie le plus distinctement en Allemagne, en Irlande et au Danemark. En France, elle avait fléchi légèrement et au Royaume-Uni fortement. Les appréciations plus positives quant à l'opportunité de faire des achats ne se reflétaient néanmoins pas dans une diminution de la propension à l'épargne. Cette enquête laissait donc apparaître l'amorce d'une meilleure tendance à terme, mais de manière localisée et sans affecter le taux élevé de l'épargne à court terme. Une normalisation du taux de l'épargne pourrait engendrer, à elle seule, une augmentation de la demande de consommation de plus de 1%.

La confiance des entrepreneurs paraît toujours ébranlée. La marge énorme de capacités inutilisées constitue évidemment un frein efficace à toute velléité d'investissement, qui ne serait pas de la rationalisation.

La dernière enquête de conjoncture effectuée auprès des chefs d'entreprises en septembre, révèle que le pessimisme a tendance à diminuer dans les milieux d'affaires, mais que la situation reste déprimée dans le secteur des biens d'équipement. Les entrées de commandes de biens d'équipement en particulier n'accuse pas encore de reprise, même en Allemagne.

.../...

Il ne faut pas non plus perdre de vue que les fluctuations conjoncturelles s'inscrivent, depuis peu, dans des perspectives à moyen terme sensiblement plus ternes qu'auparavant. En particulier, la moins rapide croissance de la population active dans la Communauté, en tout cas en Allemagne, et l'attention croissante portée aux problèmes de qualité de vie et d'environnement risquent de peser sur le rythme de développement futur des économies de la Communauté. A ces facteurs, il faut ajouter le nécessaire transfert de ressources productives de la Communauté vers les pays de l'O.P.E.P.

Enfin, si les politiques économiques sont devenues franchement expansionnistes en 1975, il est fort possible que l'expansion conjoncturelle dans la Communauté fasse réapparaître en 1976 de graves contraintes de balances des paiements non seulement en Europe mais aussi en dehors de l'Europe, notamment au Japon et dans les pays en voie de développement non producteurs de pétrole, en raison surtout de leur dépendance énergétique vis-à-vis de l'extérieur.

Du côté de la politique monétaire, les stimulations n'agissent pas directement. Les liquidités sont énormes actuellement dans le système économique, mais les entreprises n'y ont pas recours. Les taux d'intérêt ont baissé pendant la plus grande partie de l'année, sans améliorer notablement la propension à investir. En outre depuis peu, un revirement des taux s'est déjà dessiné, par suite des importants besoins de financement des Trésors publics.

Il faut également tenir compte de ce que les déficits des budgets des administrations étaient déjà très élevés dans la plupart des pays membres, dès avant le début de la récession. Dans ces conditions, les stimulations attendues du côté de la politique budgétaire sont nécessairement moins amples que l'on aurait pu l'escompter si la gestion avait été plus équilibrée ou si des réserves avaient été constituées dans la période de prospérité.

Aussi, nous sommes convaincus qu'il se développe actuellement dans la Communauté et en Europe une reprise des affaires, mais que cette reprise restera lente dans sa phase initiale. Je me résume:

- caractère momentané des facteurs actuels de reprise (stocks, politique de relance),

.../...



- regain mitigé de confiance des agents économiques,
- nouvelles données du développement à moyen terme et dangers de réapparition de contraintes extérieures.

### Les estimations de croissance

Au total, la Commission européenne attend un recul de 2,5% du P.I.B. de la Communauté en volume en 1975 et une avance de quelque 3 à 3,5% en 1976. Vous noterez au passage que la Commission est légèrement plus optimiste que l'O.C.D.E. Celle-ci en effet estime que la croissance de l'ensemble des neuf pays membres en 1976 sera de l'ordre de 2 à 2,5% seulement. Cette divergence d'opinion tient essentiellement à la date à laquelle on fait démarrer la reprise et à l'ampleur que l'on accorde à celle-ci. De toute manière, la différence entre les deux estimations reste dans la marge des erreurs statistiques. Le taux de progression relativement optimiste envisagé par la Commission, s'il se réalise, viendrait essentiellement de la République fédérale d'Allemagne, de la France et du Danemark, c'est-à-dire des pays membres de la Communauté où l'on décèle actuellement le plus de signes positifs. Dans ces trois pays, la croissance escomptée du P.I.B. devrait atteindre 4% environ. Au Royaume-Uni, où une politique très circonspecte est toujours de rigueur en raison de l'ampleur du déficit extérieur et de la vigueur des tensions inflationnistes, la Commission n'attend pas une croissance en 1976.

Dans le reste de la Communauté, à savoir les pays du Benelux, l'Italie et l'Irlande, la progression du P.I.B. en volume de 1975 à 1976 est estimée à 2 ou 3%. Dans l'U.E.B.L., notamment, la reprise marquera un certain retard par rapport à l'Allemagne et à la France, en raison de la forte dépendance de ces économies vis-à-vis des marchés d'exportation et vis-à-vis de secteurs devenus extrêmement faibles dans les circonstances présentes, comme la sidérurgie. En Italie, le retard de la reprise s'explique surtout par les impératifs d'équilibre intérieur; dans ce pays, en effet, la hausse des prix d'une année à l'autre avait atteint quelque 25% au début de l'année et elle est maintenant tombée à 13% en septembre 1975 par rapport à septembre 1974.

.../...

## Les objectifs prioritaires de politique économique

Cette analyse de la situation économique et des perspectives à court terme comporte bien évidemment de graves risques quant à l'évolution du marché de l'emploi.

Du côté des chômeurs complets, de nouvelles augmentations ne sont nullement exclues au cours des derniers mois de l'année 1975.

Il n'y a en effet pas lieu d'espérer une diminution du chômage dans la Communauté avant longtemps, en fait certainement pas avant le milieu de l'année 1976. D'ici là, tout ce que l'on peut espérer, c'est une diminution du chômage partiel et une légère augmentation des heures de travail.

Il apparaît en conséquence que l'objectif prioritaire de la politique économique en 1976 sera la lutte contre le chômage, étant entendu que ce combat devra être mené avec des armes susceptibles de ne pas compromettre la consolidation des tendances à la modération dans le domaine des prix. A cet égard, il faut tenir compte que toute reprise, si faible soit-elle, engendrera des gains de productivité qui devraient atténuer la poussée des coûts de production. En outre, la marge très large de capacités inutilisées permet d'espérer le maintien de conditions sévères de concurrence sur les marchés. On a d'ailleurs constaté qu'au stade de la consommation, les prix des produits manufacturés ont en général moins augmenté que ceux des autres produits et des services, en dépit de l'accroissement continu des coûts par unité produite dans l'industrie en 1975. Néanmoins, la persistance d'une inflation à 2 chiffres ne peut être tolérée, car elle est elle-même génératrice de récession de chômage.

Mais il est un autre écueil à éviter, c'est le retour à des pratiques protectionnistes. La tentation de sauvegarder l'emploi par des mesures protectionnistes serait coûteuse; celles-ci iraient à l'encontre de l'objectif qu'elles prétendent poursuivre. Elles seraient également contraires à tous les efforts déployés au cours des trois dernières décennies pour supprimer toutes les entraves aux échanges et à la division du travail, que ce soit au plan mondial dans le cadre du GATT et de l'O.C.D.E., ou au plan plus strictement européen dans le cadre de la C.E.E.

.../...

## Les actions nécessaires

Plutôt qu'un retour au protectionnisme, il convient de faire appel à la solidarité active des pays partenaires. Cette solidarité entre pays de la Communauté s'est déjà exprimée par une stimulation plus vigoureuse de la demande intérieure dans les pays disposant de la plus grande marge de manoeuvre. L'opinion publique est en effet de plus en plus consciente de la nécessité d'envisager des solutions dépassant le cadre des Etats, en vue notamment de donner aux plans de relance des différents pays la plus grande efficacité possible. La solidarité entre Etats membres s'exprime aussi notamment par une concertation sur les modalités et l'intensité des actions conjoncturelles. Mais elle peut également prendre d'autres formes, que ce soient des opérations d'emprunts communautaires, des aides régionales, du soutien financier à moyen terme, voire à court terme.

Un autre moyen d'éviter le retour au protectionnisme réside bien sûr dans la diminution de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Ce sera le cas pour le Royaume-Uni lorsqu'il disposera de sa production propre de pétrole. Mais ce peut également être le cas des autres pays, dans la mesure où ils prennent et appliquent des mesures efficaces d'économie des produits énergétiques. Il paraît par conséquent opportun de mettre en oeuvre des programmes audacieux d'investissements, dès lors qu'ils permettent de réduire la dépendance extérieure des économies déficitaires ou proches du déficit.

Mais il semble surtout du devoir de vos organisations d'encourager, voire d'exiger les investissements dans la mesure où ils sont générateurs d'emplois. A cet égard, une politique active d'investissement dans les régions les plus déprimées structurellement et conjoncturellement sera à la fois la plus efficace au point de vue de l'emploi et la moins inflationniste étant donné l'absence de risques de goulots d'étranglement.

Des législations plus strictes et plus sévères en matière d'environnement, applicables à toute l'Europe, voire à l'ensemble du monde, seraient susceptibles d'engendrer une vague d'investissement, sans nécessairement compromettre la position concurrentielle de tel pays, tel secteur ou telle industrie. Des réductions de la durée du travail, susceptibles d'être génératrices d'un meilleur emploi ne devraient pas compromettre les positions concurrentielles des entreprises de

la Communauté, à condition d'être concertées dans les instances les plus appropriées.

### Les options à plus long terme

Plus ou moins confusément, le monde a l'impression que rien ne sera plus jamais comme avant.

La maîtrise acquise par les pays de l'O.P.E.P., l'effet d'entraînement sur d'autres pays producteurs d'autres matières premières, la prise de conscience de la Communauté de sa dépendance vis-à-vis des pays tiers à de nombreux égards (approvisionnements et marchés) ont mis en évidence les questions de restructuration des économies, à savoir prélever une part accrue de la production intérieure aux fins d'exportation, c'est-à-dire aux fins de compensation pour la détérioration des termes de l'échange. Où prélever les ressources nécessaires?

Sur les investissements des entreprises? Ce ne serait pas opportun, et peut-être pas acceptable étant donné que la restructuration elle-même, mais aussi la qualité de vie, le progrès, présupposent l'investissement....

Sur la dépense publique? C'est une option bien sûr. Mais elle revient à renoncer à la progression des consommations collectives, qui ont été et restent un facteur important de promotion sociale, voire de justice sociale. Serait-il opportun de payer l'enchérissement du pétrole avec une compression des dépenses d'instruction publique, d'hospitalisation, de transports publics, et.....

Sur la consommation privée? Il est généralement admis qu'un freinage de la croissance de la consommation privée - non pas dans l'immédiat mais à moyen terme, c'est-à-dire après la crise - devra offrir la contrepartie des ressources additionnelles exigées par les exportations et les investissements.

Mais, comme l'a écrit la Commission européenne dans le document préparatoire à la Conférence tripartite des 17 et 18 novembre, la modération ainsi nécessaire dans la progression des salaires et des revenus privés ne peut être que conditionnelle:

.../...

- efforts des autorités en vue d'assurer une évolution acceptable par le monde du travail, en matière de répartition des charges fiscales, de politique sociale, surtout en faveur des plus défavorisés;
- efforts des autorités en matière de services collectifs;
- efforts au niveau de la politique de l'emploi.

En outre, "il faudra répondre aux souhaits des travailleurs pour une participation plus étroite à la définition de la politique économique, aux décisions au niveau des entreprises ainsi que pour une information plus étendue sur la situation réelle des entreprises".

Telles sont les conditions définies par la Commission européenne pour un retour à la collaboration de tous en vue de permettre une croissance dans l'équilibre à moyen terme.

Comme l'a très bien dit Mr Haferkamp dans son discours devant la Conférence Tripartite, ce 18 novembre : "Il n'y a pas de recette éprouvée pour résoudre ces problèmes. Il nous faut au contraire élaborer des solutions en commun, ce qui ne sera possible que si les conditions suivantes sont remplies :

1. Le Marché Commun, l'ensemble de l'acquis communautaire, doit être sauvegardé et consolidé. Il ne faut pas prendre de mesures protectionnistes, car elles feraient naître le danger de contre-mesures et auraient, en fin de compte, pour seul résultat de nuire à tout le monde. Ceci s'applique aussi bien aux relations entre les Etats membres de la Communauté qu'entre la Communauté et l'économie mondiale.
2. Il faut que la Communauté poursuive ses efforts - et elle le fera - en vue de promouvoir la coopération internationale. Ceci concerne entre autres
  - les négociations du GATT en vue d'éliminer les restrictions aux échanges;
  - les travaux visant à stabiliser le système monétaire international dans le cadre du FMI;
  - les travaux destinés à normaliser les relations entre les pays industriels et les pays producteurs de matières premières;
  - et, ce qui n'est pas le moins important, les efforts en faveur des pays en voie de développement, qui sont les plus touchés par la crise pétrolière et la récession.

3. Mais la condition primordiale est la collaboration des forces démocratiques responsables dans la vie politique, économique et sociale de la Communauté, afin :

- d'améliorer la situation de l'emploi  
et de poursuivre la lutte contre l'inflation;
- de maîtriser les mutations structurelles de notre économie;
- de prévenir les conséquences d'ordre social de ces mutations.

+

+ +